Atelier de retours d'expériences

Les coopérations décentralisées engagées pour l'accès à l'énergie et la transition énergétique

Le 27 novembre 2024 – 90 participant·e·s – 66 organismes – 14 pays

Les ateliers du Réseau Cicle : Ce sont des espaces de réflexion et d'échange qui visent à transformer les expériences d'acteurs et actrices engagé·e·s en connaissances diffusables. Chaque atelier est centré sur une thématique définie et abordée au travers d'un travail de récit basé sur des expériences d'acteur·rice·s et de réflexion collective.

Résumé : Selon le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, près de 5 000 collectivités territoriales françaises mènent des actions de coopération avec des collectivités étrangères partenaires, conduisant à plus de 10 000 partenariats à travers le monde. L'action extérieure des collectivités territoriales (AECT), qui peut revêtir différentes formes (jumelages, coopération décentralisée…) et concerner différentes thématiques, permet avant tout de créer des liens de coopération de territoire à territoire.

L'ODD7 pour l'accès à l'énergie est officiellement peu représenté dans les coopérations décentralisées mises en œuvre avec les collectivités territoriales françaises aujourd'hui. Il est pourtant une clé de voute pour l'atteinte de tous les autres ODD, et donc souvent inclus comme un volet incontournable dans la diversité des projets existants (accès à la santé, à l'éducation, à l'eau etc.). L'ODD7 est également un enjeu essentiel à considérer dans la lutte contre le dérèglement climatique puisque les énergies fossiles sont la principale cause des émissions de gaz à effet de serre. Les territoires partenaires des Suds sont doublement affectés par cette situation : non seulement parce que le manque d'accès à une énergie propre et abordable rend les populations plus vulnérables, mais aussi parce que les écosystèmes et leurs habitant·e·s sont plus impacté·e·s par les dangers climatiques.

Les actions sur le secteur de l'énergie et les financements disponibles pour les mettre en œuvre nécessitent plus de visibilité pour être appréhendés par les acteur·rice·s de la coopération internationale. L'atelier de retours d'expériences qui s'est tenu le 27 novembre 2024 en webinaire a donné des pistes aux participant·e·s sur **les types de projets** qui peuvent être développés au travers de l'ODD7, **les motivations** qui poussent à les mettre en œuvre, **les leviers financiers** mobilisables, **les défis** auxquels ils se confrontent et **les acteurs et actrices** partie prenante.

Réseau Cicle
Coopération internationale climat • énergie

Sommaire

Synthèse des interventions 3

1. Engagement de la Ville de Lille sur l'efficacité énergétique dans ses coopérations avec Oujda au Maroc et Saint-Louis au Sénégal 4

2. Action d'électrification du Grand Châtellerault avec la Ville de Kaya au Burkina Faso 5

3. Coopération entre la Région Nouvelle Aquitaine et l'entente interdépartementale Fatick-Djourbel sur les solutions de cuisson propre et la gestion des ressources forestières 5

4. La convention des maires pour le climat et l'énergie en Afrique subsaharienne (COMSSA) avec Expertise France 6

Projets des membres du réseau 8

Questions-Réponses 9

Liste des organismes participants 10

Synthèse des interventions

Thématiques	Types de projet	Acteur·rice·s concernées
Electrification	Appui à la mise en place de solutions d'éclairage public basse consommation	Ville de Lille et Saint-Louis (Sénégal)
	Réparation et maintenance d'infrastructures solaires communales	Grand Châtellerault et Ville de Kaya (Burkina Faso)
Efficacité énergétique	Réhabilitation d'une école biosourcée et bas-carbone à Saint-Louis	Ville de Lille et Saint-Louis (Sénégal)
	Amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments publics et sensibilisation de la population	Ville de Lille et Commune d'Oujda (Maroc)
	Réalisation d'audits énergétiques	Grand Châtellerault et Ville de Kaya (Burkina Faso)
	Appui à l'intégration des enjeux énergétiques dans la planification locale	Expertise France
Accès à des solutions de cuisson propre	Appui à la mise en place d'une filière locale pour la production d'unités de biogaz	Ville de Lille et Saint-Louis (Sénégal) Expertise France
	Aménagement de massifs forestiers et appui à la création d'une filière de foyers améliorés et biocombustibles	Région Nouvelle Aquitaine et Entente interdépartementale Fatick-Djourbel

1. Engagement de la Ville de Lille sur l'efficacité énergétique dans ses coopérations avec Oujda au Maroc et Saint-Louis au Sénégal

Céline Dajani, chargée de coopération décentralisée à la Ville de Lille est intervenue sur les actions de la collectivité en lien avec l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans le cadre de ses coopérations décentralisées avec la Commune d'Oujda au Maroc et la Ville de Saint-Louis au Sénégal.

Elle a d'abord précisé les raisons expliquant l'engagement de la Ville sur cet enjeu :

- Il relève du **domaine de compétences de la ville** (entretien des bâtiments communaux et de leur efficacité énergétique) ;
- Il entre dans les **priorités politiques** du mandat, en résonnance avec le plan lillois pour le climat qui définit des mesures de sobriété et de transition énergétique ;
- La Ville de Lille et ses collectivités partenaires se confrontent aux mêmes enjeux climatiques et cherchent ensemble des solutions globales (manque d'isolation thermique des bâtiments, factures d'électricité élevées pour les collectivités et les citoyen·ne·s etc.) via leur **volonté de partager des méthodologies et expertises**.

La démarche choisie par la Ville de Lille sur la mobilisation de moyens humains et de financements repose sur :

- **Mobiliser les services techniques** pour favoriser les échanges de méthodologies et d'expertise.

La Ville de Lille travaille avec sa Direction de la construction, de la maintenance et des énergies durables, ainsi qu'avec le Service énergie et bas-carbone et la Mission transition écologique et résilience. L'implication de ces agents nécessite la validation du DGS ainsi qu'une bonne estimation du temps de travail et de leur rôle. Ils ont choisi de mettre en place un **fonctionnement par binôme**, permettant aux agents de chaque service de travailler en complémentarité avec les relations internationales.

- **Impliquer les acteurs des territoires**, au-delà des collectivités territoriales.
- Inclure la participation citoyenne en **sensibilisant la population à la transition énergétique**.
- **Mobiliser des Volontaires de Solidarité Internationale** pour entretenir la dynamique et appuyer à la mise en œuvre des projets.
- **S'appuyer sur des partenariats de long terme**, en commençant par des projets pilotes avant de poursuivre sur des initiatives plus structurantes.
- La Ville de Lille s'est principalement appuyée sur les différents dispositifs du MEAE, la Ficol de l'AFD et les financements régionaux. Elle a aussi mis en place un dispositif spécial en intégrant une **clause de coopération décentralisée dans ses marchés publics** (éclairage public et chauffage public). Cette clause engage l'entreprise titulaire du marché à intégrer des actions de coopération afin d'effectuer des travaux.

Pour aller plus loin

- Consultez la présentation PPT de la Ville de Lille via ce lien.

2. Action d'électrification du Grand Châtellerault avec la Ville de Kaya au Burkina Faso

Le jumelage avec la ville de Kaya au Burkina Faso est actif depuis 20 ans, en particulier sur les thématiques eau et déchets. C'est d'ailleurs dans le cadre du projet sur la gestion des déchets que les collectivités ont constaté des insuffisances énergétiques dans la ville de Kaya. Grâce à la mobilisation du 1% énergie, les collectivités ont pu collaborer avec une ONG pour **réparer et entretenir les infrastructures solaires qui avaient été installées sur les bâtiments de la municipalité** et qui s'avéraient nécessaires pour poursuivre les actions sur les déchets.

La démarche du Grand Châtellerault est un exemple illustrant les **interactions entre services essentiels** indispensables à une vie digne et salubre, en l'occurrence l'accès à l'énergie et la gestion des déchets. Cette approche, que l'on peut aussi qualifier « d'approche intégrée », consiste à répondre aux besoins et attentes des populations sur un territoire donné en développant une offre intégrée de services, dans une logique de transversalité, de cohérence et de recherche de synergie.

Cette initiative a nourri une réflexion avec le service énergie de l'agglomération qui détient la compétence sur ce secteur. Des échanges ont été entamés sur les enjeux de résistance à la chaleur en été et les solutions déjà existantes au Burkina Faso, notamment en milieu scolaire.

Les deux collectivités travaillent aujourd'hui sur la **réalisation d'audits dans les deux territoires** en termes de besoins énergétiques et d'adaptation au réchauffement climatique.

Les enjeux d'autoconsommation et de production locale sont une priorité à l'échelle de l'agglomération du Grand Châtellerault. Dans le cadre de la coopération décentralisée, le résultat des audits énergétiques servira de base pour :

- Maintenir l'intérêt des services techniques et de l'agglomération sur les enjeux énergétiques ;
- Poursuivre la montée en compétences des partenaires de la Ville de Kaya et sensibiliser la population à l'énergie solaire.

Pour aller plus loin

- Pour en savoir plus sur l'approche intégrée des services, rendez-vous sur le site internet dédié, proposé par le programme Solidarité Eau.

3. Coopération entre la Région Nouvelle Aquitaine et l'entente interdépartementale Fatick-Djourbel sur les solutions de cuisson propre et la gestion des ressources forestières

Depuis 2006, les collectivités entretiennent une coopération axée sur plusieurs thématiques formalisées dans le cadre d'un accord de coopération : agriculture durable, élevage caprin et transformation laitière, entreprenariat des jeunes, échanges universitaires, éducation à la citoyenneté et solidarité internationale, énergies renouvelables et lutte contre le changement climatique.

Les collectivités sénégalaises, affectées par la salinisation des terres, ont décidé de mener une **étude sur les besoins en bois-énergie des populations**. Des actions ont été mises en place dans le cadre du programme PRODER, d'une part pour **créer du bois villageois et aménager les massifs forestiers** de façon participative, et d'autre part pour **constituer une filière de foyers améliorés et biocombustibles** qui permette de limiter l'utilisation du bois.

Dans ce programme de coopération, les collectivités territoriales co-financent, s'accordent sur les plans d'action annuels, représentent leur institution lors d'activités phares. Les collectivités sénégalaises facilitent l'identification des acteurs et actrices de la filière de foyers améliorés sur le territoire et hébergent des évènements dans leurs locaux. Elles suivent également la réalisation des projets.

Le rôle de l'Agence Régional de Développement de Fatick, en tant que maître d'œuvre, consistait quant à lui à élaborer les documents de planification, renforcer les capacités des élu·e·s et acteur·rice·s du territoire, assurer l'assistance à maitrise d'ouvrage et le suivi-évaluation. L'association Initiative Développement appuyait pour sa part la mise en œuvre.

Sur le volet de l'aménagement participatif des massifs forestiers ont été impliqués :

- Les pépiniéristes ;
- Les populations locales ;
- L'ARD de Fatick et le service des eaux et des forêts ;
- L'association Initiative Développement.

Sur le volet de mise en place de la filière de foyers améliorés ont était impliqués :

- Les artisan·e·s formé·e·s aux normes qualité ;
- Les groupements de femmes formés à l'utilisation et la vente des produits ;
- Les centres de production d'insert céramique.

Le bilan du projet démontre la vente de 52 782 foyers issus de la filière depuis 2021. Cette filière est aujourd'hui en fonctionnement mais l'enjeu de l'autonomisation de l'entreprise Yaakaar est encore d'actualité face à la concurrence des programmes de diffusion de foyers améliorés gratuits.

Pour aller plus loin

- Retrouvez la présentation PPT des intervenants via ce lien.
- Les contacts de l'entreprise Yaakaar environnement sont renseignées dans l'annuaire des acteurs énergie du Réseau Cicle.

4. La convention des maires pour le climat et l'énergie en Afrique subsaharienne (COMSSA) avec Expertise France

La Convention des Maires pour le climat et l'énergie en Afrique subsaharienne (COMSSA) est un projet financé par l'Union européenne. La COMSSA fait partie intégrante de la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie (Global Covenant of Mayors), réseau qui regroupe plus de 13 000 villes et collectivités locales adhérentes qui s'engagent pour mieux tenir compte des enjeux énergétiques et climatiques dans leur planification locale.

La phase 4 du projet commencera en 2025 avec pour objectif de renforcer la prise en compte des enjeux climat-énergie dans la planification territoriale, débloquer des investissements climat et énergie durable et favoriser les échanges entre pairs. 7 collectivités ont été accompagnées par Expertise France au Mali, au Togo, en Ouganda et au Kenya au cours de la phase 3.

Des plans d'action climat ont été élaborés avec un volet important dédié à la collecte de données.

Plusieurs projets énergie pilotes ont émergé à travers deux dimensions :

- Patrimoniale : les villes ont un ensemble de bâti, flotte de véhicules ou voiries qui leur permet d'agir sur le volet énergétique, par exemple sur l'équipement des bâtiments publics en panneaux solaires, l'installation de lampadaires solaires pour l'éclairage public ou encore la réalisation d'audits sur l'efficacité énergétique des bâtiments.
- Aménagement du territoire : à travers la compétence urbanisme peuvent être mis en place des projets énergie, par exemple en intégrant les enjeux énergétiques aux documents de planification locale (étude risque et vulnérabilité, inventaire des émissions, accès à l'énergie). Plusieurs projets pilotes ont aussi émergé au travers du secteur de la gestion des déchets pour aboutir à la production de biogaz pour la cuisson.

Plusieurs coopérations décentralisées ont été impliquées sur le soutien à la COMSSA dont Kloto-Mamoudzou, Strasbourg-Kampala.

Pour aller plus loin

- Retrouvez la présentation PPT d'Expertise France via ce lien.
- Consultez le site internet de la CoM SSA
- Consultez le livret de capitalisation de la phase 3 de la COMSSA.

Projets des membres du réseau

Le Département d'Ille et Vilaine et Région de Mopti (Mali) :

En 2018, le département d'Ille-et-Vilaine et la Région de Mopti (Mali) ont monté un projet aboutissant à l'installation de 200 lampadaires solaires dans 10 communes rurales (le projet Trezor) avec l'appui de la Fondation Energie pour le Monde (Fondem). De cette expérience fructueuse est né le projet Solsomati en 2020, qui a permis l'installation de deux centrales solaires, inaugurées en 2024, à Somadougou et Madiama. Pour en savoir plus.

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Région Tanger-Tétouan-Al-Hoceima (Maroc)

La Région Tanger-Tétouan-Al-Hoceima porte le projet « Service Local Energie Climat : outil de transition énergétique et climatique au service du développement urbain intégré » en partenariat avec la Région PACA. Il est soutenu par l'Union européenne et vise à renforcer la gouvernance urbaine, améliorer la résilience, promouvoir l'ouverture sociale des villes, et favoriser la prospérité et l'innovation en région Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Les Services Locaux Energie Climat (SLEC) jouent le rôle de centre de développement durable, favorisant la gouvernance urbaine, incubant les filières vertes de demain, mobilisant et sensibilisant l'ensemble de la population, y compris les plus vulnérables.

Le Geres travaille depuis plusieurs années sur la consolidation des modèles de ces espaces énergie-climat, notamment au Maroc et en Tunisie.

Projet de création d'un master international avec l'Institut Supérieur de Technologie d'Antsiranana

L'institut a participé au projet FoPEnSER visant à la montée en compétences de travailleur·reuse·s et d'étudiant·e·s, par la mise en commun et la création de modules de formation entre établissements membres de la CITEF (Conférence internationale des formations d'ingénieurs et techniciens d'expression française).

Le projet actuel est mené par un consortium d'universités partenaires et vise à :

- Créer un réseau international d'entreprises liées aux établissements du consortium ;
- Construire des parcours certifiants à destination de formations continues des entreprises, par utilisation de certains modules (« briques » ou micro-certifications) selon les besoins des entreprises en utilisant l'approche par les compétences (ApC) ;
- Développer des formations professionnalisantes collaboratives dans les réseaux du consortium dans le domaine des EnR, labellisées par la CITEF, en vue notamment de préparer un dossier programme de financement par Erasmus Mundus en 2026.

La composition définitive du Consortium sera arrêtée en mai 2025. Les universités intéressées peuvent se mettre en contact avec Monsieur Dominique Gérard Rakoto.

Réseau Alliance pour la Maitrise de l'Eau et l'Energie

Au Cameroun, les coques d'arachides sont utilisées pour faire du charbon écologique avec un liant (ex : gomme arabique ou farine de manioc) qui est très efficace. En parallèle, l'AME a développé des bruleurs à charbon. Ils disposent de quinze micro-centrales hydroélectriques (20 à 200 kW) construites dans des « villages verts » autour de coopératives de femmes et à des fins productives et communautaires.

Ils sont également allés à Madagascar pour former à la petite hydroélectricité, et mènent des actions sur l'énergie solaire pour stabiliser l'apport d'électricité en zone urbaine. Ils sont intéressés par la recherche action sur l'hydrogène vert.

Questions-Réponses

Intervention du Gescod au Cameroun

Le Gescod a partagé son expérience sur un projet de développement économique et social dans le département des hauts plateaux au Cameroun. Les élu·e·s avaient constaté que les activités économiques étaient rudimentaires du fait de l'absence d'énergie. Un diagnostic a démontré que l'introduction de l'énergie pouvait accélérer le développement économique et social. Une étude sur les besoins d'électrification a donc été réalisée. Le plan d'investissement prioritaire a couru de 2011 à 2015. Un projet de d'électrification rurale a été monté et présenté auprès de l'Union européenne pour mettre en place une structure intercommunale en charge du service d'électricité et qui devait porter le développement des activités génératrices de revenus en milieu rural. Au Cameroun l'électricité est un service concédé à un opérateur sur un périmètre défini et dont la qualité de service peut varier. Il était donc question de développer une régulation de proximité du service. En parallèle de la densification du réseau porté par l'opérateur, il était envisagé de mettre en place une petite centrale hydroélectrique.

Ce projet a obtenu un accord de principe de l'UE mais a été interrompu du fait de difficultés de gestion financière. Depuis 2022, la structure intercommunale a été redynamisée et souhaite pouvoir relancer ce projet. Elle est à la recherche de nouveaux partenaires pour l'aider à se développer, notamment en termes organisationnel. A l'époque il existait une coopération décentralisée avec une ville française et qui avait permis d'assister la genèse du département intersyndical des hauts plateaux.

Question de l'association Le Partenariat :

Les communes sont des grandes productrices d'arachide mais ne valorisent pas encore les coques pour l'énergie de cuisson. Comment Initiative Développement et l'entreprise Yaakaar ont-ils mesuré la quantité de bois sauvegardée ?

Réponse : Des tests sont effectués en laboratoire avec des centres de recherche qui évaluent la différence entre les foyers à trois pierres et les foyers améliorés. Ils réalisent aussi des tests de combustion à l'occasion des campagnes de sensibilisation, lors desquels la quantité de bois est pesée pour chaque méthode de cuisson.

African Network for Solar Energy:

La population est-elle impliquée dans les projets présentés ?

Réponse de la Ville de Lille : La Ville de Lille met en place des actions de sensibilisation. Par exemple, à Saint-Louis les partenaires ont organisé une conférence, des ateliers de sensibilisation auprès des habitant·e·s et des formations sur les éco-matériaux. A Oujda, la Cellule info énergie est un lieu d'accueil de la population. Les collectivités collaborent également avec les associations proches des habitant·e·s.

Les médias sont-ils impliqués dans les projets ?

Initiative Développement a utilisé des plaquettes de capitalisation sur l'approche marché du programme. La sensibilisation et la diffusion de l'innovation sont encore en cours.

Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)

Quel est l'efficacité énergétique des coques d'arachide comparé au charbon de bois ? Par exemple, le typha n'est pas suffisamment efficace.

Réponse d'ID : Leur efficacité est comparable à celle du charbon de bois mais les foyers doivent être adaptés.

Pour aller plus loin

- Retrouvez l'ensemble des ressources capitalisées par le Réseau Cicle sur sa médiathèque en ligne.
- Visualisez la vidéo de l'atelier sur la chaîne YouTube du réseau.

Liste des organismes participants

Nom	Pays
2iE Etudiants	Burkina Faso
African Network for Solar Energy	Allemagne
Agence Guinéenne de l'Electrification Rurale	Guinée Conakry
Agence Nationale pour les Energies Renouvelables	Sénégal
Agence pour l'Economie et la Maîtrise de l'Energie	Sénégal
Alter'Incub Centre-Val de LoireAlter'Incub	France
ANME	Tunisie
Assisteb Biorif	France
Association des Jeunes pour l'Education et le Développement	Sénégal
Association internationale des maires francophones	France
Association Internationale Laïcs Volontaires	Burkina Faso
Association Mossendjo Solidarité	France
Association pour le développement durable	Togo
Benoo énergies	France
Centre Ecologique Albert Schweitzer	Burkina Faso
Centre International de Formation et de Recherche en Energie Solaire (CIFRES)	Sénégal
Communauté d'agglomération Roissy Pays de France	France
Direction Générale de l'Energie, des Mines et des Ressources en Eau	Comores
Electriciens Sans Frontières	France
ENERGIES-SB	France

Energy Assistance	France
Engie Energy Access	Allemagne
Expertise France	France
FERDI	France
FMDV	France
Fondation Energies pour le Monde	France
Geres	France
Gescod	France
Grand Châtellerault	France
Horizons solidaires	France
Initiative Développement	France
Impact CV	France
Institut National de l'Energie Solaire	France
Institut Européen de Coopération et de Développement	Cameroun
Institut National Polytechnique Felix Houphouet Boigny	Côte d'Ivoire
Institut Supérieur de Technologie d'Antsiranana	Madagascar
KUNE	France
Laboratoire PACTE	France
Lagazel	France
Le Partenariat	France
LifeTimeProjects	France
Métropole de Bordeaux	France
Métropole de Rouen	France
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	Togo
Ministère de l'Energie et de l'Eau	Mali
Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures	Guinée Conakry
Ministère de l'hydraulique, de l'assainissement et de la salubrité	Côte d'Ivoire
Nantes Métropole	France
Œuvre Malienne pour le Développement des Zone Arides	Mali
Office Municipal de Coopération Internationale - Ville de Commercy	France
Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable	Maroc
Pays de la Loire coopération internationale	France
Programme Solidarité-Eau	France
Région Hauts de France	France

Région Nouvelle Aquitaine	France
RESACOOP	France
Réseau Alliance pour la Maitrise de l'Eau et l'Energie	Cameroun
Réseau Bretagne Solidaire	France
Syndicat Intercommunal du Gaz et Electricité d'Ile de France	France
Solaire Sans Frontières	France
Synergie Renouvelable	France
Université d'Antsiranana	Madagascar
Viacoop	France
Ville de Lille	France
Ville de Lyon	France
Water Energy and Sanitation for Development	Cameroun

Le Réseau Cicle

Un réseau sectoriel

Le Réseau Cicle (Coopération Internationale Climat-Énergie) est le réseau multi-acteur·rice·s spécialiste des questions d'accès aux services énergétiques, en référence à l'ODD7.

Un réseau multi-acteur·rice·s

Depuis 2020, le Réseau Cicle anime un espace d'échanges, de dialogues, d'appui-conseil et de synergies, afin que les projets d'accès aux services énergétiques aux Suds soient d'une qualité croissante, portés en plus grand nombre et mieux concertés. Il crée des ponts entre acteur·rice·s de la coopération décentralisée et non gouvernementale : ONG, collectivités territoriales, entreprises, fondations d'entreprises, organisations professionnelles, chercheur·euse·s, etc.

Le Réseau Cicle est soutenu par :

AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté Égalité Fraternité

ADEME AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE